



Quand la paix se construit sur l'oubli des démobilisés : anciens guérilleros et anciens soldats dans la société salvadorienne de l'après-guerre

David Garibay

► To cite this version:

David Garibay. Quand la paix se construit sur l'oubli des démobilisés : anciens guérilleros et anciens soldats dans la société salvadorienne de l'après-guerre. *Revue internationale des sciences sociales*, 2009, Vol. 189 (Année 2006), pp.501-512. 10.3917/riss.189.0501 . halshs-00370223

HAL Id: halshs-00370223

<https://shs.hal.science/halshs-00370223>

Submitted on 23 Mar 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Quand la paix se construit sur l'oubli des démobilisés : anciens guérilleros et anciens soldats dans la société salvadorienne de l'après-guerre

David Garibay

Article publié in

Revue internationale des sciences sociales, 189, 2006, p.501-512

« Esos días el clima en las barracas era pesado. Pese a las charlas en las que los jefes nos explicaban los alcances de la paz y presentaban opciones para nuestro futuro, supe que mi vida estaba a punto de cambiar, como si de pronto fuese a quedar huérfano : las Fuerzas armadas habían sido mi padre y el batallón Acahuapa mi madre. No me podía imaginar convertido de la noche a la mañana en un civil, en un desempleado »

Horacio Castellanos Moya, *El arma en el hombre*, Mexico, Tusquets, 2001.

Les accords de paix signés le 16 janvier 1992 mettent fin au conflit armé interne qui ravage le Salvador depuis 1980. L'affrontement entre le gouvernement, soutenu politiquement et militairement par les Etats-Unis, et la guérilla révolutionnaire du *Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional* (FMLN) a fait environ 80 000 morts, dont deux tiers de civils, et un million de déplacés, dans un pays de 20 000 km² et 5,5 millions d'habitants. Les accords prévoient la fin des hostilités armées, un calendrier de démobilisation des deux camps, des réformes politiques et institutionnelles, ainsi que des mesures de justice transitionnelle. De manière générale, l'accord entend apporter une réponse politique au conflit puisqu'il permet la participation aux élections de la guérilla devenue parti politique. Les textes ne modifient en aucune manière le régime économique, ni la distribution de la richesse ou de la propriété — ils prévoient seulement des mesures individuelles de redistribution de terres pour les anciens combattants des deux bords, ainsi que pour certaines populations civiles dans les zones de conflit (Karl 1992, Arnson 1999, Wood 2000).

Il s'agit également d'un texte de réconciliation nationale, qui à travers des mécanismes d'enquête et de reconnaissance, prétend faire la lumière sur les violations des droits de l'homme les plus graves commises pendant le conflit. Or il convient de confronter la logique sous-jacente aux négociations de paix avec la rationalité de la violence pendant la guerre civile ; en effet, en centrant les modalités de l'accord sur le devenir des forces combattantes,

celui-ci opère une forme de réduction de la mémoire du conflit sur la figure des anciens combattants, quel que soit leur bord, plutôt que sur celle des victimes, dont le profil apparaît pourtant clairement. Néanmoins cette réduction ne signifie pas pour autant que la paix dans la société post-confliktuelle soit bâtie sur la mémoire de héros combattants et aujourd'hui réconciliés. En effet, dans un deuxième temps, cette mémoire des anciens combattants est à son tour subsumée par la continuité de la confrontation politique qui était au cœur du conflit mais qui s'exprime désormais par les urnes. De ce fait, le succès de la résolution négociée de la guerre civile se construit très largement sur l'oubli des victimes puis de ceux qui ont combattu, et par l'impossible mobilisation de cette identité dans le Salvador de l'après-guerre, toujours marqué par des niveaux extrêmement dramatiques de violence en dépit de la fin effective de l'affrontement armé.

L'étrange succès du processus de paix salvadorien

Des rationalités de la violence pendant la guerre civile occultées par les nécessités de la réconciliation

Qu'il s'agisse de la proportion de combattants ou de décès par rapport à la population, la guerre civile au Salvador est le conflit armé interne contemporain le plus meurtrier en Amérique latine — avec celui du Nicaragua qui se déroule pendant la même période — et comparable en la matière à la guerre de sécession des Etats-Unis. Comme le montrent l'ensemble des études sur la violence pendant la guerre civile salvadorienne, la grande majorité des pertes est due à l'action de l'armée ou des escadrons de la mort, dans les régions où la guérilla est active (Wood 2002, Seligson et McElhinny 1996, Comisión de la Verdad, 1995). Les formes de la violence liée à la guerre civile ont d'abord pris la forme de la répression contre les opposants (détentions arbitraires, exécutions) en particulier dans les villes, puis de massacres perpétrés par l'armée contre des villages entiers. Par la suite, la violence s'est diffusée à l'ensemble de la population des zones rurales où se concentre le conflit, en particulier par les politiques de terre brûlée et de déplacement forcé pour contraindre la population civile à fuir dans des camps de réfugiés au Honduras. Dans certains cas, la guérilla répond en encadrant et mobilisant cette population, et parfois en suscitant son retour vers certaines régions de combats (McElhinny 2004). Enfin, les dernières années du conflit, pendant lesquelles s'est amorcée une négociation, voient une extension territoriale des affrontements, qui atteignent la capitale et ses environs, à l'occasion de différentes offensives

de la guérilla. Si l'impact, en particulier médiatique, de ces actions et de la réponse de l'armée (massacre des pères jésuites de l'Université centraméricaine, bombardement des banlieues populaires de la capitale) pèsent fortement sur les négociations, elles ne modifient pas substantiellement la caractérisation de la violence, ni celle de ses cibles.

De ce fait, les études mentionnées indiquent à quel point le profil social des victimes de la violence est principalement celui des habitants des régions rurales où se concentre le conflit¹ : il n'y a pas, parmi les victimes, de distinction de genre, de religion ou d'origine ethnique², mais une surreprésentation des professions agricoles, des très pauvres (journaliers, etc.) et des très riches (propriétaires terriens), et des catégories d'âge les plus jeunes. L'élément qui apparaît néanmoins comme le plus discriminant, en particulier par rapport au Nicaragua, est la proximité partisane et/ou le positionnement idéologique des victimes ; ces dernières se situent très majoritairement à l'extrême gauche.

Or, en dépit d'une volonté marquée de réconciliation de l'ensemble de la société salvadorienne, les principales dispositions des accords de paix signés en janvier 1992 vont concerner le devenir des deux acteurs armés (armée d'un côté, guérilla de l'autre). Aboutissement d'un processus de négociation amorcé près de deux ans auparavant, les accords de janvier 1992 entre le gouvernement et le FMLN intègrent l'ensemble des accords partiels antérieurs, qui portaient en particulier sur les réformes politiques, sur les droits de l'homme, ou sur le rôle des Nations Unies dans la négociation. Mais pour des raisons qui tiennent très largement au rapport de force politique et militaire à la fin du conflit, à la fois entre la guérilla et le gouvernement, et au sein de ce dernier entre civils et militaires, les accords sont d'abord et avant tout un texte portant sur la démobilisation et démilitarisation des deux belligérants. Le gouvernement doit réduire de moitié les effectifs de l'armée, dissoudre les bataillons anti-insurrectionnels et les différents corps de police militaire, et mettre sous autorité civile les services de renseignements. La guérilla doit remettre ses armes, se démobiliser selon un calendrier précis, et pourra, dès la fin de ce processus, devenir un parti politique afin de participer aux élections. La création et la composition d'une nouvelle police nationale civile symbolise le nouvel état de paix : détachée de l'armée, elle est désormais placée sous le commandement du Ministre de l'Intérieur, et dévolue à de strictes fonctions de maintien de l'ordre. Elle intègre par ailleurs d'anciens militaires et d'anciens guérilleros, mais ceux-ci sont minoritaires par rapport aux nouvelles recrues qui ne doivent pas avoir participé à la guerre civile. Même si le calendrier initial n'est pas respecté, et si le processus est émaillé

d'incidents, la démobilisation est menée à bien, et concerne, d'une part, plus de 15000 membres du FMLN, dont 8500 combattants et près de 2500 blessés et invalides de guerre, et d'autre part, plus de 30000 soldats, dont l'ensemble des effectifs des bataillons anti-insurrectionnels et des corps de police militaire.

Cette démobilisation s'accompagne d'un programme de réinsertion qui prévoit soit la possibilité d'une bourse d'étude, soit celle d'un crédit et d'une formation pour créer une entreprise, soit enfin, celle de participer au *Programa de Transferencia de Tierras* (programme de transfert de terres, qui consiste en l'attribution sur des bases individuelles et par achat à des conditions favorables de petites propriétés pour l'exploitation agricole). Ce dernier programme est doté d'une dimension symbolique particulièrement forte. Il entend répondre, même partiellement, à une des revendications historiques de la guérilla, la redistribution des terres dans un pays marqué par une concentration très forte de la propriété agraire, base de l'émergence d'une élite socio-économique (Wood, 2000, Cardenal, 2002). Ses bénéfices ne sont pas limités aux anciens combattants, mais incluent également des civils, les « *tenedores* ». ³ Enfin, il s'agit quasiment de la seule mesure concrète de répartition, voire de réformes sociales et économiques, contenue dans les accords. De ce fait, la mise en œuvre de ce programme est considérée comme indispensable pour l'ancienne guérilla qui y voit à la fois la réalisation d'un certain nombre de ses revendications et une forme de rétribution matérielle à ses combattants et ses bases sociales. Il s'agit ainsi de transformer ceux qui ont soutenu la révolution en des paysans libres et propriétaires qui ne seraient plus soumis à un régime de latifundia, ni contraints à des migrations temporaires vers d'autres régions du pays, comme cela était le cas avant la guerre. La symbolique accordée à ce programme en fait un élément central d'un processus de construction d'une identité collective des anciens guérilleros, gagnée grâce à l'issue négociée du conflit, et projetée dans la situation de paix. Or le programme connaît de nombreux retards et difficultés de mise en œuvre qui constituent autant de remises en question de cette nouvelle identité. Le programme est ainsi fondé non sur la distribution, mais sur l'acquisition à partir d'un crédit à taux préférentiel de terres cédées volontairement par leurs propriétaires. ⁴ Les modes d'exploitation sont conçus sur des bases individuelles, sans incitation à la constitution de coopératives ou d'unions agraires. De manière plus large, le programme est pensé pour que les anciens combattants (re)deviennent paysans — mais du fait de leur jeune âge, ou du temps passé dans la guerre, peu d'entre eux l'ont effectivement été par le passé. Enfin, si l'agriculture était un des fondements de l'économie salvadorienne, les destructions d'infrastructures pendant la guerre ont modifié

cette situation. Le contexte général dans lequel les anciens combattants doivent produire et commercialiser est extrêmement défavorable pour eux.

Or, les difficultés de ce programme, et donc les recompositions identitaires qui peuvent être liées à cette expérience, sont en quelque sorte occultées par les principaux acteurs du processus de paix du fait de l'exemplarité de la réussite de ce dernier du point de vue institutionnel et partisan. L'accord est en effet conçu comme un processus de démilitarisation qui permet une démocratisation effective du régime politique, dont la meilleure preuve serait donnée par la participation aux élections du FMLN transformé en parti politique. Or, les premières élections après la signature de la paix (mars 1994), augurent du succès de la transformation d'une confrontation armée en rivalité partisane : le FMLN devient le principal parti d'opposition au parti au pouvoir depuis 1989 (*Alianza Republicana Nacionalista*, ARENA). Cet état de fait va être confirmé de manière régulière à toutes les élections suivantes. Aux élections législatives, le FMLN progresse et se stabilise autour de 35% des voix, à égalité avec ARENA, marginalisant les autres formations. Aux présidentielles, ARENA l'emporte largement. Aux municipales, le FMLN conquiert et conserve les principales villes du pays, dont la capitale. Le Salvador apparaît de ce fait comme l'un des cas de résolution négociée d'un conflit armé interne où le clivage central de la confrontation armée s'est transformé en une polarisation intense autour de l'opposition ARENA/FMLN, mais dans un système partisan stable, sans retour à la confrontation armée et sans danger de remise en cause des institutions civiles (Garibay, 2005, Martí et Figueroa, 2006). Ce succès institutionnel contribue à occulter les limitations de l'Accord et celles de la mise en œuvre des dispositions en faveurs des anciens combattants, et à rendre inaudibles les contestations portées par les anciens combattants dans l'après-guerre. De ce fait, la société salvadorienne post-confliktuelle est dans une situation paradoxale : l'affrontement partisan est encore nourri par le contexte de la guerre civile, avec un recours fréquent à une rhétorique de la guerre et de la violence, dont est pourtant exclue la figure de l'ancien combattant. Il semble que la mémoire de la guerre civile entretenue par les partis soit déconnectée du devenir individuel de ceux qui y ont participé.

Entretenir la mémoire de l'affrontement pour éloigner le spectre de la guerre : la construction paradoxale d'une scène partisane

Les deux partis qui dominent aujourd'hui la vie politique salvadorienne sont nés dans la guerre civile, l'un comme guérilla (FMLN), l'autre comme projet politique contre-

révolutionnaire d'une partie de l'élite économique (ARENA).⁵ Tous deux revendiquent cette continuité et mobilisent ces références originelles, ces symboles. Malgré des évolutions internes et les relèves générationnelles, la matrice initiale est invoquée à l'occasion des campagnes électorales ou des congrès de chaque parti.

Dans la mise en forme parallèle de leurs marqueurs identitaires, les deux partis procèdent à un travail de reconstitution de leur histoire qui se centre sur leurs référents fondateurs.⁶ ARENA continue à employer la rhétorique nationaliste et très anti-communiste qui a constitué son ciment idéologique initial. Le parti s'affirme comme « le résultat de la lutte grandiose que livre le peuple salvadorien contre l'agression marxiste-léniniste », il « affirme sa mystique dans son idéologie de la liberté, dans la volonté du peuple salvadorien, et se rassemble dans la défense de ses objectifs qui sont l'objet de la désinformation et des attaques par les communistes, les socialistes, les chrétiens-démocrates, et d'autres idiots inutiles », il « reconnaît dans les Forces armées salvadoriennes le seul bras armé du peuple » et, dans ses principes, il « s'oppose à toutes les doctrines qui défendent la lutte des classes et défend (le) système démocratique, républicain et représentatif face à la pénétration idéologique et l'agression permanente du communisme international ». Dans cette présentation la fin du conflit armé n'est mentionnée que de manière ponctuelle, bien que les dirigeants de l'ARENA y aient pleinement participé. Tout semble fait pour souligner la continuité entre le projet initial de création du parti et la situation contemporaine, pour marquer la permanence du socle idéologique fondateur, alors que la situation politique du pays a radicalement changé.

Le FMLN se présente quant à lui comme le résultat du processus progressif d'unification des différentes organisations révolutionnaires qui a commencé en vue du lancement de l'offensive de janvier 1981, véritable début de la guerre civile, et qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui. La continuité entre l'organisation armée et le parti y est largement revendiquée. Mais davantage qu'un contexte idéologique, c'est plutôt l'idée de la recherche d'une action dans l'unité qui est avancée comme un fil conducteur. Dans les années 1980, alors que le FMLN est une guérilla, « l'approfondissement de la guerre, l'intervention croissante des États-Unis et le nouveau développement de la lutte sociale ont été des facteurs objectifs qui ont stimulé le processus unitaire ». Dans les années 1990, alors que le FMLN est devenu un parti, il se décrit ainsi : « c'est dans l'unité et dans son approfondissement qu'a reposé la force du FMLN et la conviction de ceux qui continuent à voir dans le parti l'espérance des aspirations populaires et le facteur principal des transformations démocratiques et révolutionnaires dont notre pays a

besoin ». Enfin, cette présentation se conclut par l'invocation à « s'unifier encore davantage dans la lutte pour parvenir au pouvoir ».

Or le recours à cette rhétorique ne s'est pas réduit depuis la signature des Accords. A l'occasion de la campagne électorale de la présidentielle de 2004, des discours de Roberto D'Aubuisson du début des années 1980, au contenu violemment anti-communiste, sont retransmis lors du dernier meeting du candidat de l'ARENA, et les militants présents répètent à plusieurs reprises l'hymne du parti qui se conclut par « *Patria sí comunismo no, El Salvador será la tumba donde los rojos terminarán* » (Patrie, oui, communisme, non, le Salvador sera la tombe où les rouges finiront). En réponse, les dirigeants de l'ancienne guérilla rappelèrent la filiation entre le fondateur du parti ARENA et les escadrons de la mort. Ils célèbrent régulièrement le caractère central dans leur trajectoire militante des années de guerre. Ainsi, à l'occasion des funérailles de Shafick Handal, décédé en janvier 2006, c'est bien davantage la figure du militant communiste historique, du *comandante* guérillero qui est rappelée, bien plus que celui du négociateur et du dirigeant du parti, plusieurs fois député et candidat à l'élection présidentielle de 2004.

L'identité partisane et militante qui est invoquée par les deux partis est celle des années de la confrontation armée⁸. Lors des campagnes électorales, le discours de mobilisation renvoie à la guerre, à l'offensive, à la victoire et à la confrontation ouverte. Mais l'usage de cette rhétorique par les dirigeants des deux partis est adaptée à une situation de paix : en effet, si les dirigeants en font usage pour galvaniser leurs propres militants, ils critiquent l'usage qu'en font leurs adversaires dans le but de les délégitimer, au nom de la paix. Les élections municipales dans la capitale en mars 2006 ont suscité une forte tension, puisque le FMLN a devançait son adversaire de seulement 44 voix. Pendant la dizaine de jours qui ont séparé le scrutin de la proclamation définitive des résultats, les deux partis ont eu recours à des manifestations et à des accusations mutuelles d'intimidation. A l'issue de l'annonce officielle, le candidat d'ARENA a finalement reconnu sa défaite tout en dénonçant les pratiques du FMLN qui aurait cherché à influencer le dépouillement par des manifestations violentes et armées.

Combattant démobilisé, réinséré mécontent, invalide oublié : l'impossible construction d'une identité collective des anciens soldats et guérilleros

Cet usage de la rhétorique de la violence et de la période de la guerre civile par les deux principaux partis politiques est construit sur une vision abstraite de la violence, réduite à l'affrontement entre les deux formations, ce qui conduit à une négation de la figure même de ceux qui ont combattu pendant la guerre, anciens militaires ou anciens guérilleros. Comme cela a été évoqué précédemment, les accords prévoyaient la mise en place de programmes de réinsertion, reconnaissant ainsi une place particulière aux anciens combattants dans la société de l'après-guerre. Or la lenteur et le mauvais fonctionnement initial de ces programmes ont contribué à des contestations ponctuelles de la part des anciens combattants. Mais cette reconstruction identitaire est beaucoup moins fondée sur la figure de l'ancien combattant héroïque que sur celle du réinséré qui ne trouve pas sa place dans la nouvelle société post-conflictuelle. D'une certaine manière, les partis contribuent à briser ces mobilisations, soit en les délégitimant, soit en cooptant les contestataires. Et contrairement à ce qui s'est passé au Nicaragua, ou dans d'autres situations post-conflictuelles, il n'y aura pas de remobilisations armées ponctuelles d'anciens combattants démobilisés.

Des anciens soldats rayés des cadres de l'armée... et de la mémoire du pays

Comme cela est courant dans les processus de démobilisation, l'armée incorpore un nombre important de nouvelles recrues dans les derniers mois du conflit, afin de préparer une éventuelle démobilisation⁸. Les effectifs de l'armée progressent ainsi de 10% par an pendant les dernières années du conflit.⁹ La dissolution des unités de police militaire (*Policia de Hacienda, Policia Nacional* et *Guardia Nacional*) et des bataillons de lutte anti-insurrectionnelle, formés et entraînés par l'aide militaire des Etats-Unis, et la démobilisation de leurs effectifs apparaissent comme les moments les plus visibles et les plus symboliques de ce processus, tant ces différentes unités ont été soit les principales responsables de la répression, soit directement engagées dans la lutte contre la guérilla. Ce processus se conclut par la dissolution des bataillons anti-insurrectionnels en février 1993, en avance sur le calendrier établi initialement. La démobilisation de la moitié des effectifs de l'armée est acquise effectivement un mois plus tard. Or la relative rapidité dans la démobilisation des effectifs militaires est loin de constituer un signe de la réussite du processus. Une partie des effectifs des unités de police militaire et des bataillons anti-insurrectionnels, en particulier les plus entraînés, sont reversés dans l'armée, ou dans la nouvelle Police civile.¹¹ Et la très grande majorité des soldats démobilisés sont les recrues les plus récentes, les moins incorporées à l'institution militaire. Ces derniers ont bénéficié des programmes de réinsertion, mais dans

des conditions d'encadrement et d'assistance beaucoup plus précaires que les anciens guérilleros. Hormis quelques actions ponctuelles, ni l'armée, ni le gouvernement, ni le parti ARENA ne se mobilisent réellement pour accompagner la réinsertion des anciens militaires démobilisés.

Ce relatif désintérêt s'explique également par le fait que pour ARENA et pour l'armée, les véritables héros de la guerre sont les gradés qui ont été à la tête des unités combattantes. Or les officiers ne sont pas directement concernés par le processus de démobilisation, puisque rien n'est défini en la matière dans les Accords. Ces derniers prévoient néanmoins la mise en place de deux commissions. La Commission *ad hoc*, constituée par trois experts civils indépendants, doit vérifier le comportement des officiers en matière de respect des Droits de l'homme pendant la guerre. Le rapport rendu au gouvernement en septembre 1992 établit une liste d'une centaine de hauts gradés et demande leur radiation de l'armée. La Commission de la Vérité doit enquêter sur les crimes les plus graves commis pendant la période de la guerre. Son rapport rendu public en mars 1993 établit que 80% des crimes sur lesquels elle a mené une investigation ont été commis par l'armée. Dépassant sa mission initiale, la Commission publie la liste des personnes reconnues responsables et recommande de les radier de l'armée ou de leur empêcher d'accéder à tout mandat électif (Comisión de la Verdad, 1993). Face à cette situation, le parti ARENA et le gouvernement se mobilisent pour défendre ces officiers, qui sont présentés comme les victimes du processus de paix. Non prévue par l'Accord de paix, l'éventualité d'une sanction à leur encontre est perçue par eux comme d'autant plus injuste qu'elle épargnerait les dirigeants du FMLN. A l'issue des travaux de ces commissions, le gouvernement et le parti au pouvoir font ainsi voter une loi d'amnistie, au nom de la réconciliation nationale, mais dirigée explicitement pour éviter toute poursuite judiciaire contre le haut commandement de l'armée. En dépit de très nombreuses protestations, en particulier de la mission des Nations Unies, mais aussi du gouvernement des Etats-Unis, le gouvernement salvadorien ne modifie pas sa ligne d'action, mais finit par accepter, fin décembre 1993, que les officiers incriminés se voient accorder une retraite anticipée de l'armée.

Loin des jeux de pouvoir, une partie des anciens soldats démobilisés organisent à plusieurs reprises des manifestations, avec occupations de bâtiments publics, en 1994 et 1995, pour exiger un meilleur fonctionnement des programmes de réinsertion. Ces manifestations à l'initiative de la *Asociación de Desmovilizados de las Fuerzas Armadas de El Salvador*

(ADEFAES) sont sévèrement réprimées par le gouvernement ; les anciens soldats qui participent à ces manifestations seront ainsi accusés par le gouvernement ou le parti ARENA de se placer hors de l'ordre et des institutions, de semer le désordre, de recourir à la violence, sur une rhétorique semblable à celle qui a été utilisée pendant la guerre contre la guérilla. Plusieurs de leurs dirigeants vont ainsi faire l'objet de poursuites et l'association cessera rapidement d'exister. La volonté de la part de ces anciens soldats de construire une démarche de revalorisation collective dans le Salvador de l'après-guerre à partir de leur expérience de démobilisation se trouve très rapidement délégitimée par ceux-là mêmes pour qui ils ont combattu, ce qui les prive très rapidement d'une caution politique, mais également de toute ressource légale et matérielle pour leur action, et constitue un signal négatif très fort pour d'autres associations de démobilisés. À cette situation s'ajoute celle des anciennes organisations paramilitaires, en particulier les Patrouilles de Défense civile non reconnues dans l'Accord de paix et dont les membres ne bénéficient pas des programmes de réinsertion.

À la délégitimation des anciens militaires qui se mobilisent, s'ajoute la réduction progressive de l'action publique envers les anciens combattants. La mission de la *Secretaría para la Reconstrucción nacional* mise en place à la signature des accords de paix pour coordonner et centraliser l'action gouvernementale en matière de reconstruction du pays est totalement réorientée après le passage dévastateur de l'ouragan Mitch en octobre 1999, puis par les tremblements de terre de 2001. L'ensemble du dispositif institutionnel n'est désormais plus pensé face aux nécessités structurelles d'une situation post-confliktuelle mais par rapport aux besoins immédiats d'une situation de catastrophe naturelle, dans laquelle évidemment les anciens combattants n'ont plus leur place. Et il faut attendre une impulsion internationale pour remettre la question des anciens combattants à l'ordre du jour, à travers la situation très spécifique des blessés ou invalides de guerre. En effet, en 2002, à l'occasion de la célébration du 10^{ème} anniversaire de la signature des accords de paix, les Nations Unies rappellent que le seul point non conclu des accords concerne la situation des blessés et invalides de guerre. Malgré des réticences, en particulier de la part de dirigeants d'ARENA, le gouvernement négocie avec des associations d'invalides de guerre la réforme de la loi concernant le fonds d'indemnisation des invalides de guerre prévu par les accords dont le fonctionnement avait été jusqu'alors très limité. Cette concertation est menée par deux des négociateurs des accords de paix, afin d'en marquer l'importance. L'attention portée à cette question démontre que parmi les anciens combattants les seuls qui doivent aujourd'hui faire l'objet d'un programme spécifique sont les invalides. Par ailleurs, cette négociation est réalisée directement avec des

associations d'invalides de guerre, dans la volonté explicite d'éviter à la fois ce que le gouvernement entend par une politisation de la question (c'est-à-dire un dialogue avec le FMLN, et donc une mise en relation avec le contexte de la guerre civile), et d'éventuelles manifestations de contestation de la part des associations d'invalides¹¹.

Ce désintérêt croissant de la part d'ARENA vis-à-vis du devenir des anciens militaires trouve également ses raisons dans l'évolution de la sociologie interne des dirigeants du parti. Depuis la fin des années 1980, ce sont principalement des entrepreneurs, commerciaux et surtout financiers qui dirigent le parti, marginalisant les propriétaires terriens plus proches des officiers de l'armée. De fait, parmi les équipes dirigeantes du parti, mais également au sein des gouvernements successifs, les militaires ou anciens militaires sont progressivement marginalisés de lieux centraux de la décision politique, et cantonnés au seul Ministère de la Défense. Le renouvellement rapide de la direction, des cadres, voire d'une partie des militants de l'ARENA, concourt à marginaliser les protagonistes directs de la période de la guerre, et en particulier l'armée, tout en conservant de cette période une continuité par rapport à la figure de son fondateur et à l'opposition idéologique au FMLN sur les bases de ce que représentait cette organisation lorsqu'elle était une guérilla.

La fragile condition d'ancien guérillero

Sous une forme moins prononcée, l'occultation progressive de la figure de l'ancien guérillero est également manifeste au sein du FMLN. Dans ce parti, et contrairement à l'ARENA, le statut de l'ancien combattant, quel que soit son grade, est extrêmement valorisé dans les premiers temps de la transformation de l'organisation. Ceux qui ont combattu sont soutenus par les militants comme candidats aux élections, comme dirigeants du parti, au niveau national, départemental ou local, au détriment d'autres expériences et compétences. L'organisation accompagne la mise en œuvre des programmes de réinsertion, à travers la création de fondations qui ont pour but de centraliser et coordonner les différentes formes d'aides et de faciliter leur distribution aux anciens guérilleros. Cette action conduit au fait que les anciens du FMLN bénéficient, en proportion des effectifs démobilisés, davantage que les anciens soldats des programmes de réinsertion, même s'ils sont quantitativement moins nombreux dans le programme de transferts des terres (voir note 4). L'organisation va d'ailleurs obtenir assez rapidement de nouveaux programmes de réinsertion pour des catégories spécifiques de combattants (cadres, épouses et enfants de combattants,...). Il est

estimé que la quasi-totalité des anciens combattants du FMLN vont bénéficier d'une des modalités de réinsertion, alors que seuls deux tiers des militaires démobilisés sont dans ce cas. Postérieurement, le FMLN accompagne le processus de réinsertion, en particulier grâce à l'action de son groupe parlementaire, comme en témoigne sa présence aux côtés de groupes paysans mobilisés pour l'annulation des dettes contractées à l'occasion de l'attribution des crédits dans le cadre du *Programa de Transferencia de Tierras* (Kowalchuk 2003). De manière générale, par son action parlementaire, le FMLN demeure le parti le plus concerné et mobilisé par le devenir des anciens combattants.

Pourtant, à l'image de ce qui s'est passé pour les anciens soldats, mais avec une intensité moins forte, la transformation de l'ancien guérillero en un bénéficiaire de programmes de réinsertion fait évoluer son identité, et plus largement l'identité collective de ceux qui ont participé à la guérilla. Là encore, une distinction s'établit entre « gradés » et combattants de base.

Les cadres de la guérilla qui pour nombre d'entre eux sont devenus des cadres du parti continuent à valoriser leur passé combattant dans les luttes internes au sein de l'organisation. Cette référence apparaît toujours soit dans les moments de célébration de l'unité, soit dans les moments de crise interne du parti, et peut être utilisée ponctuellement contre les plus jeunes générations de dirigeants qui n'ont pas participé à la guérilla. L'appartenance à l'organisation armée et les responsabilités militaires sont encore exposées dans les professions de foi, ou dans les CV des candidats à l'occasion de campagnes électorales. Le fait que les plus hauts dirigeants du parti soient encore des personnes qui ont exercé de hautes responsabilités politiques et militaires de la guérilla contribue à conserver cette référence. Néanmoins l'évolution du parti fait progressivement émerger en son sein d'autres modes de légitimations internes, davantage liées à l'expérience comme cadre politique du parti, ou comme élu local et/ou national.

En ce qui concerne les combattants de base, de nombreuses tensions sont apparues, et des mobilisations en dehors du parti se développent, en particulier dans les anciennes régions du conflit. Pour nombre d'anciens guérilleros, la réinsertion dans le programme de distribution de terres se révèle extrêmement difficile, à la fois par les difficultés dans les programmes de réinsertion, et par la déstructuration générale de l'agriculture (faiblesse des infrastructures et des réseaux de commercialisation). Or, même si le FMLN est effectivement la formation

partisane qui a le plus agi pour les anciens combattants, il n'en demeure pas moins qu'il conçoit cette action comme devant être d'abord encadrée par lui, en particulier dans ses anciennes zones de présence pendant la guerre. Initialement, le FMLN voit dans cet encadrement fort un moyen d'action contre le gouvernement, lequel a centralisé les programmes de reconstruction. Dans ce contexte, les modalités autonomes d'organisation d'anciens guérilleros cherchant à se mobiliser pour un meilleur fonctionnement des programmes de réinsertion a pu être perçu par le parti comme une source de division de son action. De ce fait, les relations entre le FMLN et les anciens guérilleros réinsérés sont loin d'être homogènes. Dans certains cas, leur capacité d'organisation locale et l'attitude des cadres régionaux du parti a permis de valoriser leur mobilisation tout en respectant leur autonomie (Foley 1995, Wood 2003, Silber 2004). Mais dans d'autres régions, les tensions sont tellement intenses qu'elles conduisent à des ruptures importantes, qui se traduisent par une désaffiliation du FMLN, voire à un vote de rejet (Binford 1997).

A l'instar du gouvernement, le parti a opéré récemment un déplacement dans la lecture qu'il donne de cette question, en grande partie orientée par l'injonction donnée en 2002 par les Nations unies. Les actions et revendications les plus récentes ne sont pas faites au nom des anciens guérilleros, ni même de ceux des guérilleros réinsérés, mais des blessés et invalides de guerre — de ce fait, la figure qui demeure de la période de la guerre est celui ou celle qui en a été victime physiquement et pour qui il convient d'agir de manière spécifique. Le FMLN est le seul parti à accorder une place institutionnelle dans ses structures de direction aux anciens combattants en tant que tels. Mais dans une formation issue directement d'une guérilla, il n'y avait pas de raison particulière de donner une représentation aux vétérans. C'est dès lors à travers la figure particulière des blessés et invalides de guerre que cette place est accordée : les statuts du parti réservent en effet une place au sein du Conseil national du parti à l'un de leurs représentants. Et cette attention particulière aux invalides de guerre constitue quasiment le seul thème que le parti continue à mobiliser aujourd'hui en faveur de ses anciens combattants, avec la même volonté forte d'encadrer leur action. Ainsi dans le programme présenté par le parti à l'occasion des élections présidentielles de 2004, l'un des très rares points qui évoque la période de la lutte armée concerne les revendications des invalides de guerre (sans préciser leur appartenance), tout en soulignant le rôle du parti comme appui de leur mobilisation : le FMLN « reconnaît que les Accords de paix ne sont pas pleinement accomplis en ce qui concerne les personnes blessés à la suite du conflit armé et

constate que ce qui a pu être obtenu pour eux a été grâce à leurs luttes organisées, appuyées par le FMLN » (FMLN 2004, 47).

Violence politique, violence sociale

Or cette évolution paradoxale de la figure des anciens combattants, qu'il s'agisse des soldats ou des guérilleros, dans le Salvador de l'après-guerre ne peut simplement être interprétée au regard des stratégies des directions de parti ou du gouvernement visant à écarter ceux qui en quelque sorte rappellent que des dispositions importantes des Accords de paix demeurent en chantier, alors même que ces textes ont évité un nouveau conflit et permit la mise en place d'un affrontement partisan polarisé mais pacifique.

La marginalisation des anciens combattants doit également se comprendre par l'évolution de la société salvadorienne de l'après-guerre. La période de la guerre civile marquée par un haut niveau de violence politique est également un moment où les différents acteurs en présence ont eu recours à des formes de violence qui apparaissaient comme justifiées ou acceptées, au nom de la victoire révolutionnaire imminente pour la guérilla ou de la guerre contre la menace communiste pour l'armée, qu'il s'agisse de pratiques de liquidations ou d'épuration internes, de violences faites aux femmes et aux enfants, voire même de violences personnelles et/ou familiales. Si l'armée a été le principal acteur de ces violences, la guérilla n'en a pas été exempte. Or dans la société post-confliktuelle, ces formes de violence sont désormais explicitées en tant que telles (Bourgois, 2002a, Bourgois, 2002b, Binford, 2002). Mais elles trouvent d'autant moins de possibilités d'être reconnues et traitées collectivement que le processus de paix a été construit justement d'abord sur la marginalisation des victimes, puis sur celles des anciens combattants.

Par ailleurs, les stratégies économiques choisies par le gouvernement de l'ARENA (libéralisation, ouverture commerciale, développement de l'industrie d'assemblage, dollarisation) n'ont pas permis de retrouver une croissance soutenue, approfondissant les inégalités et entretenant un flux massif de migration vers les Etats-Unis. Malgré l'absence de reprise des hostilités armées, le pays est touché par des niveaux extrêmement élevés de violence, liés à la criminalité et à la délinquance. En une période de temps comparable, le nombre d'homicides est plus important depuis la signature de l'accord de paix que pendant les années de la guerre civile. Comme ses voisins centraméricains, le Salvador est en prise avec la

présence de « *maras* », des groupes de jeunes extrêmement violents qui s'affrontent entre eux et vivent de l'extorsion, des rackets et des assassinats (Faux, 2006). Cette violence n'est pas liée directement au conflit armé. Contrairement à d'autres pays qui ont connu des processus de démobilisation négociée, et en particulier du Nicaragua, il ne s'agit pas d'un cas de « remobilisation » armée des anciens combattants, ni d'une évolution vers la délinquance et la criminalité d'anciens soldats ou guérilleros. La participation de jeunes au sein des « *maras* » s'explique par les processus de migration économique massive des Salvadoriens aux Etats-Unis, à la participation pour certains d'entre eux à des bandes de délinquance dans les quartiers des villes nord-américaines, puis à la reproduction de ces pratiques dans leur pays d'origine lorsqu'ils sont expulsés par les autorités nord-américaines. Pour la plupart, les adolescents qui rejoignent les « *maras* » n'ont pas vécu directement la période de la guerre civile – ce sont davantage leurs parents qui en ont éventuellement été les victimes, et parfois les participants. Mais le développement de ces gangs, avec un taux d'homicide très élevé, contribue à maintenir un niveau élevé de violence et de délinquance, et dès lors un très fort sentiment d'insécurité parmi la population.

Dans un contexte dans laquelle la violence « sociale » est très présente, il est encore plus difficile à d'anciens combattants de construire une identité collective fondée sur leur expérience passée, même si celle-ci est structurée davantage par une violence « politique ». D'autant que la crise économique et sociale a annihilé très rapidement les rares bénéfices liés aux programmes de réinsertion. Pour la plupart des démobilisés réinsérés, anciens guérilleros, ou anciens soldats, comme pour la grande majorité de leurs compatriotes, la seule possibilité perçue comme viable désormais est celle de la migration clandestine vers les Etats-Unis.

Notes

1. L'enquête menée par M. Selligson et V. McElhinny consistait à demander aux enquêtés s'ils avaient eu dans leur famille des personnes tuées pendant la guerre civile — les différents facteurs pris en compte correspondent donc évidemment à l'enquêté, pas à la victime, avec le présupposé d'une très forte proximité.
2. Contrairement au Guatemala voisin, il n'y a pas au Salvador de population indienne socialement visible. Les formes d'exploitation agraire pendant la colonie espagnole ont favorisé un métissage plus important. Mais c'est surtout la répression de la révolte de 1932 au contenu anti-indien très explicite qui a fait disparaître politiquement et socialement la reconnaissance à une origine indienne. La guérilla n'a pas eu de revendication spécifique pour les populations indiennes. Par ailleurs, le pays est très majoritairement catholique. Les secteurs de l'église catholique engagés dans la théologie de la libération ont profondément influencé l'engagement dans la guérilla. Mais la répression n'a pas acquis pour autant un contenu anti-catholique.
3. Littéralement « ceux qui tiennent (la terre) », il s'agit en réalité des paysans sans terre qui avaient occupé sans titres et exploité des terres dans les zones de conflit. Ils constituaient pour l'essentiel les bases sociales du FMLN. Leur intégration comme bénéficiaires du programme a constitué une revendication centrale de la guérilla pendant la négociation.
4. L'Accord prévoyait initialement près de 50 000 bénéficiaires, avec une redistribution de plus de 160 000 hectares. Sept ans après la signature de la paix, le nombre effectif de bénéficiaires a été chiffré par des sources officielles à 33 846, dont 7 807 anciens soldats, 5 264 anciens membres du FMLN et 20 775 « *tenedores* » (Gobierno de El Salvador, *Informe sobre el cumplimiento de los Acuerdos de Paz*, www.casapres.gob.es/acuerdos, 11/01/1999) pour environ 100 000 hectares redistribués, soit 7% des terres cultivables.
5. Le parti ARENA a été créé en 1981 par un groupe d'entrepreneurs et de propriétaires terriens qui cherchaient à faire représenter leurs intérêts sur la scène électorale, contre les orientations de la guérilla, mais aussi contre les velléités réformistes de la junte civile et militaire alors au pouvoir. Nombre de ses créateurs, et tout particulièrement son premier Président, Roberto D'Aubuisson, avaient auparavant participé aux Escadrons de la mort, et cette continuité ne sera jamais démentie.
6. Dans les deux cas, c'est l'histoire des partis telle qu'elle est présentée par eux sur leurs sites webs qui est ici comparée. Voir respectivement pour ARENA, « Nuestra historia, nuestro fundador, nuestros principios », in www.arena.com.sv/qstxtHistoria.htm et pour le FMLN,

« Historia del FMLN », in <http://fmln.org.sv/portal/index.php?module=htmlpages&func=display&pid=1>. Pour une analyse plus approfondie de l'histoire des partis politiques salvadoriens, voir Artiga 2001.

7. Il s'agit bien de l'identité militante revendiquée au sein de chaque parti, en particulier dans les discours des dirigeants vers les militants et les adhérents. Dans d'autres sphères, en particulier les relations internes au sein des partis, ou dans les relations avec d'autres partis, cette référence est moins utilisée.

8. Le devenir de l'armée a constitué le « nœud gordien » des négociations (de Soto et del Castillo, 1994). De ce fait l'ampleur exacte du volume de la démobilisation n'est actée que quelques jours avant l'accord final. Mais dès 1989 il apparaît clair qu'en cas de succès des négociations, l'armée devra voir ses effectifs réduits. En avril 1991, les négociateurs s'accordent sur le fait que l'armée ne sera pas dissoute, mais qu'elle passera sous contrôle civil, sera réduite à une fonction classique de défense et qu'une police civile sera créée. En septembre, il est acté que les unités de police militaire seront dissoutes.

9. D'après les données du SIPRI Yearbook, les effectifs de l'armée salvadorienne étaient de près de 40000 en 1989, 55000 en 1991 et de 60000 en 1992.

10. Cette situation est justifiée par le gouvernement par le besoin de faire face à la situation de délinquance. Un accord en décembre 1992 entre le gouvernement et la guérilla autorise l'augmentation du contingent initialement établi d'anciens policiers et militaires dans la nouvelle police, à condition que les nouvelles recrues soient formées par la nouvelle Académie de police. Mais des unités entières de l'ancienne police militaire sont intégrées sans véritable contrôle.

11. Il s'agit de la « Ley de beneficios para la protección de los lisiados y discapacitados a consecuencia del conflicto armado ». Voir à ce sujet « Lisiados de guerra, el ultimo acuerdo », *Revista Vértice*, 13 janvier 2002.

Références

- ARNSON C., 1999. *Comparative peace processes in Latin America*, Stanford: Stanford University Press.
- ARTIGA, A., 2001. « El Salvador », In : ALCANTARA M., FREIDENBERG F., *Partidos politicos de América Latina*. Salamanca: Universidad de Salamanca.
- BINFORD L., 2002. Violence in El Salvador: A Rejoinder to Philippe Bourgois's "*The Power of Violence in War and Peace*", *Ethnography*, 3(2), 201-219.
- BINFORD, L., 1997. Grassroots development in conflict zones of North-eastern El Salvador. *Latin American Perspectives*, 24(2), 56-79.
- BOURGOIS, P., 2002a. La violence en temps de guerre et en temps de paix : leçons de l'après-guerre froide : l'exemple du Salvador. *Cultures et conflits*, automne, 47, 81-116.
- BOURGOIS, P., 2002b. The violence of moral binaries. Response to Leigh Binford. *Ethnography*, 3(2), 221-231.
- CARDENAL, A., 2002, *La democracia y la tierra, Cambio político en El Salvador*, Madrid : CIS.
- COMISION DE LA VERDAD, 1993. *De la locura a la esperanza*, reporte de la Comisión de la Verdad para El Salvador, in <http://virtual.ues.edu.sv/ce/comision/index.html>
- DE SOTO, A., DEL CASTILLO, G., 1994. Obstacles to peace building. *Foreign Policy*, 94, 69-83.
- FAUX, F., 2006. *Les Maras, gangs d'enfants*, Paris : Autrement.
- FMLN, 2004. *Programa social y democratico para el Salvador*
- FOLEY, M., 1996. Laying the groundwork: the struggle for civil society in El Salvador, *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, 38(1), 67-104.
- GARIBAY, D., 2005. De la lutte armée à la lutte électorale, itinéraires divergents d'une trajectoire insolite, *Revue internationale de politique comparée*, 12(3), 283-297.
- KARL, T. L., 1992. El Salvador's negotiated revolution. *Foreign Affairs*, 71(2), 147-164.
- KOWALCHUK, L., 2003. To compete or cooperate? Conflict and coalition in the Salvadorean peasant movement. *The European Review of Latin American and Caribbean Studies*, 74, 43-63.
- LAURIA-SANTIAGO, A., BINFORD, L., 2004, *Landscapes of Struggle: Politics, Society and Community in El Salvador*. Pittsburgh: University of Pittsburgh Press.
- MARTI, S., FIGUEROA, C., 2006, *La izquierda revolucionaria en Centroamérica*, Madrid : Catarata.

- MCELHINNY, V., 2004. « Between clientelism and radical democracy: the case of Ciudad Segundo Montes », 147-165. In: LAURIA-SANTIAGO, A., BINFORD, L., *Landscapes of Struggle: Politics, Society and Community in El Salvador*.
- SCHEPER-HUGHES, N., BOURGOIS P., 2004. *Violence in War and Peace*. Malden: Blackwell.
- SELIGSON, M., MCELHINNY V., 1996. Low-intensity warfare, high-intensity death; the demographic impact of the wars in El Salvador and Nicaragua. *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies*, 21(42), 211-241
- SILBER, I. C., 2004. « Not revolutionnary enough ? Community rebuilding in postwar Chalatenango ». In: LAURIA-SANTIAGO, A., BINFORD, L., *Landscapes of struggle: politics, society, and community in El Salvador*. 166-185
- WOOD, E., 2000, *Forging Democracy from Below*, Cambridge, Cambridge University Press
- WOOD, E., 2002, *Political Violence during El Salvador's Civil War*. Santa Fe Institute, 10 p., www.santafe.edu/files/gems/civilwarviolence/woodmemo.pdf
- WOOD, E., 2003, *Insurgent Collective Action and Civil War in El Salvador*. Cambridge: Cambridge University Press.